

CONDITIONS GENERALES DE VENTE (PRODUITS)

ARTICLE 1 - **Champ d'application**

Les présentes conditions générales de vente constituent, conformément à l'article L 441-6 du Code de commerce, le socle unique de la relation commerciale entre les parties.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Société Agence ID (« Le Fournisseur ») fournit aux Acheteurs professionnels (« Les Acheteurs ou l'Acheteur ») qui lui en font la demande, via le site internet du Fournisseur, par contact direct ou via un support papier, les produits industriels à destination des professionnels dans les domaines suivants :

- Hygiène et sécurité
- Outillage
- Système de manutention
- Pompe, compresseur et moteur
- Fourniture industrielle
- Distribution électrique, appareillage et instrumentalisation
- Multimédia et mobilier

(« Les Produits »).

Elles s'appliquent sans restrictions ni réserves à toutes les ventes conclues par le Fournisseur auprès des Acheteurs de même catégorie, quelles que soient les clauses pouvant figurer sur les documents de l'Acheteur, et notamment ses conditions générales d'achat.

Conformément à la réglementation en vigueur, ces Conditions Générales de Vente sont systématiquement communiquées à tout Acheteur qui en fait la demande, pour lui permettre de passer commande auprès du Fournisseur.

Elles sont également communiquées à tout distributeur (hors grossiste) préalablement à la conclusion d'une convention unique visées à l'article L 441-7 du Code de commerce, dans les délais légaux.

Toute commande de Produits implique, de la part de l'Acheteur, l'acceptation des présentes Conditions Générales de Vente et des conditions générales d'utilisation du site internet du Fournisseur pour les commandes électroniques.

Les renseignements figurant sur les catalogues, prospectus et tarifs du Fournisseur sont donnés à titre indicatif et sont révisables à tout moment. Le Fournisseur est en droit d'y apporter toutes modifications qui lui paraîtront utiles.

Les présentes Conditions Générales de Vente sont communiquées sans délai à tout Acheteur qui en fait la demande.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Fournisseur se réserve le droit de déroger à certaines clauses des présentes Conditions Générales de Vente, en fonction des négociations menées avec l'Acheteur, par l'établissement de Conditions de Vente Particulières.

ARTICLE 2 - Commandes - Tarifs

2-1

Les ventes ne sont parfaites qu'après acceptation expresse et par écrit de la commande de l'Acheteur, par le Fournisseur, qui s'assurera notamment, de la disponibilité des produits demandés, matérialisée par écrit (support papier ou dématérialisé).

Les commandes doivent être confirmées par écrit, au moyen d'un bon de commande dûment signé par l'Acheteur.

Le Fournisseur dispose de moyens de commande (y compris d'acceptation et de confirmation) électroniques (références des sites) permettant à l'Acheteur de commander les produits dans les meilleures conditions de commodité et de rapidité.

Pour les commandes passées exclusivement sur internet, l'enregistrement d'une commande sur le site du Fournisseur est réalisé lorsque l'Acheteur accepte les présentes Conditions Générales de Vente en cochant la case prévue à cet effet et valide sa commande. Cette validation implique l'acceptation de l'intégralité des présentes Conditions Générales de Vente et constitue une preuve du contrat de vente.

La prise en compte de la commande et l'acceptation de celle-ci sont confirmées par l'envoi d'un mail. Les données enregistrées dans le système informatique du Fournisseur constituent la preuve de l'ensemble des transactions conclues avec l'Acheteur.

Les Produits sont fournis aux tarifs mentionnés au barème du Fournisseur, et, le cas échéant, dans la proposition commerciale adressée à l'Acheteur. Ces tarifs sont fermes et non révisables pendant leur période de validité.

2-2

Les éventuelles modifications demandées par l'Acheteur ne pourront être prises en compte, dans la limite des possibilités du Fournisseur et à sa seule discrétion, que si elles sont notifiées par écrit 30 jours au moins avant la date prévue pour la livraison des Produits commandés, après signature par l'Acheteur d'un bon de commande spécifique et ajustement éventuel du prix.

2-3

En cas d'annulation de la commande par l'Acheteur après son acceptation par le Fournisseur moins de 30 jours avant la date prévue pour la fourniture des Produits commandés, pour quelque raison que ce soit hormis la force majeure, l'acompte versé à la commande, tel que défini à l'article " Livraisons " des présentes Conditions Générales de Vente sera de plein droit acquis au Fournisseur et ne pourra donner lieu à un quelconque remboursement.

2-4

Les produits sont fournis aux tarifs du Fournisseur en vigueur au jour de la passation de la commande, et, le cas échéant, dans la proposition commerciale spécifique adressée à l'Acquéreur. Ces tarifs sont fermes et non révisables pendant leur période de validité.

Ces prix sont nets et HT, départ usine et emballage en sus. Ils ne comprennent pas le transport, ni les frais de douane éventuels et les assurances qui restent à la charge de l'Acheteur.

Des conditions tarifaires particulières peuvent être pratiquées en fonction des spécificités demandées par l'Acheteur concernant, notamment, les modalités et délais de livraison, ou les délais et conditions de règlement. Une offre commerciale particulière sera alors adressée à l'Acheteur par le Fournisseur.

ARTICLE 3 - Conditions de paiement

Un ou plusieurs acomptes pourront être exigés à la confirmation de la commande et/ou au cours de son exécution, dans les conditions particulières prévues pour chaque contrat.

Le Fournisseur ne sera pas tenu de procéder à la livraison des produits commandés par l'Acheteur si celui-ci ne lui en paye pas le prix dans les conditions et selon les modalités ci-dessus indiquées.

3-1 Prix payable à terme

Le prix est payable en totalité et en un seul versement dans un délai de 45 jours fin de mois à compter de la date d'émission de la facture, telle que définie à l'article «Livraisons» ci-après, arrêté d'un commun accord entre l'Acheteur et le Fournisseur lors de la négociation commerciale. Ce délai sera mentionné sur la facture adressée à l'Acheteur.

Les paiements effectués par l'Acheteur ne seront considérés comme définitifs qu'après encaissement effectif des sommes dues, par le Fournisseur.

En cas de retard de paiement et de versement des sommes dues par l'Acheteur au-delà du délai ci-dessus fixé, et après la date de paiement figurant sur la facture adressée à celui-ci, des pénalités de retard calculées au taux **0.05 % par jour** du montant TTC du prix figurant sur ladite facture, seront automatiquement et de plein droit acquises au Fournisseur, sans formalité aucune ni mise en demeure préalable.

Tout défaut de paiement, pourra entraîner l'exigibilité immédiate des sommes dues, sans préjudice de toute autre action que le Fournisseur serait en droit d'intenter, à ce titre, à l'encontre de l'Acheteur.

En cas de non respect des conditions de paiement figurant ci-dessus, le Fournisseur se réserve en outre le droit, en cas de non respect des conditions de paiement, de suspendre ou d'annuler la livraison des commandes en cours de la part de l'Acheteur, de suspendre l'exécution de ses obligations, de diminuer ou d'annuler les éventuelles remises accordées à ce dernier.

Enfin, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera due, de plein droit et sans notification préalable par l'Acheteur en cas de retard de paiement. Le Fournisseur se réserve le droit de demander à l'Acheteur une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant, sur présentation des justificatifs.

3-2 Clause de réserve de propriété

Le Fournisseur conserve la propriété du bien jusqu'au complet paiement du prix par l'Acheteur.

En revanche, le risque de perte et de détérioration sera transféré à l'Acheteur dès la livraison des produits commandés.

L'Acheteur s'oblige, en conséquence, à faire assurer, à ses frais, les produits commandés, au profit du Fournisseur, par une assurance ad hoc, jusqu'au complet transfert de propriété et à en justifier à ce dernier lors de la livraison. A défaut, le Fournisseur serait en droit de retarder la livraison jusqu'à la présentation de ce justificatif.

ARTICLE 4 - Remises et Ristournes

L'Acheteur pourra bénéficier des remises et ristournes figurant aux tarifs du Fournisseur, en fonction des quantités acquises ou livrées par le Fournisseur en une seule fois et un seul lieu, ou de la régularité de ses commandes, dans les conditions particulières prévues dans chaque commande.

ARTICLE 5 - Livraisons

Les Produits acquis par l'Acheteur seront livrés dans un délai maximum figurant sur le bon de commande correspondant dûment signé.

Le délai ne constitue pas un délai de rigueur et le Fournisseur ne pourra voir sa responsabilité engagée à l'égard de l'Acheteur en cas de retard de livraison n'excédant pas 30 jours.

En cas de retard supérieur à 30 jours, l'Acheteur pourra demander la résolution de la vente. Les acomptes déjà versés lui seront alors restitués par le Fournisseur.

La responsabilité du Fournisseur ne pourra en aucun cas être engagée en cas de retard ou de suspension de la livraison imputable à l'Acheteur ou en cas de force majeure.

La livraison sera effectuée par la remise directe des Produits à l'Acheteur, par avis de mise à disposition, par la délivrance dans les locaux du Fournisseur, à un expéditeur ou transporteur, les produits voyageant aux risques et périls de l'Acheteur, dans les conditions particulières prévues dans chaque commande.

L'Acheteur est tenu de vérifier l'état apparent des produits lors de la livraison. A défaut de réserves expressément émises par l'Acheteur lors de la livraison, les Produits délivrés par le Fournisseur seront réputés conformes en quantité et qualité à la commande.

L'Acheteur disposera d'un délai de 3 jours francs à compter de la livraison et de la réception des produits commandés pour émettre, par écrit, de telles réserves auprès du Fournisseur.

Aucune réclamation ne pourra être valablement acceptée en cas de non respect de ces formalités par l'Acheteur.

Le Fournisseur remplacera dans les plus brefs délais et à ses frais, les Produits livrés dont le défaut de conformité aura été dûment prouvé par l'Acheteur.

ARTICLE 6 - Transfert de propriété - Transfert des risques

6-1 . Transfert de propriété

Le transfert de propriété des Produits, au profit de l'Acheteur, ne sera réalisé qu'après complet paiement du prix par ce dernier, et ce quelle que soit la date de livraison desdits Produits.

6-2 . Transfert des risques

Le transfert à l'Acheteur des risques de perte et de détérioration des produits sera réalisé dès livraison et réception desdits produits, indépendamment du transfert de propriété, et ce quelle que soit la date de la commande et du paiement de celle-ci.

ARTICLE 7 - Garantie des produits

7-1 Défectuosité ouvrant droit à garantie

Les produits livrés par le Fournisseur bénéficient d'une garantie à compter de la date de livraison, d'un défaut dans la conception, les matières ou l'exécution de la Fourniture dans la limite des dispositions ci-après. L'engagement de garantie ne s'applique qu'à la seule Fourniture objet du contrat, hors pièces d'usure et consommable.

La garantie ne s'appliquera pas :

- à des anomalies provenant des fournitures, produits ou pièces fournis par l'Acheteur ainsi qu'en cas de conception imposé par l'Acheteur,
- en cas d'abrasion normale, de corrosion normale, d'usure normale du Produit ou de ses composants, de leur détérioration provenant de la négligence, de défaut de surveillance ou d'entretien du produit,
- en cas d'utilisation pour des opérations et/ou avec des éléments ou pièces non prévus par les spécifications techniques du Fournisseur, de mauvaise utilisation par l'Acheteur ou par un tiers,
- en cas de réparation, modification, adjonction, transformation, démontage ou remontage du produit, de connexion mécanique, électrique ou électronique non effectuée par le Fournisseur.

7-2 Durée et point de départ de la garantie

La période de garantie, sauf stipulation particulière, et d'une durée de **12 mois** à compter du jour de la livraison, ou si une réception est prévue aux conditions particulières, de la date de réception.

Si la mise en exploitation du produit par l'Acheteur intervient avant la date de réception, la période de garantie commencera à courir à compter de la date de mise en exploitation du produit.

En tout état de cause, la période de garantie ne pourra avoir une durée supérieure à 18 mois à compter de la date de livraison telle que définie ci-dessus. La réparation, la modification ou le remplacement des pièces pendant la période de garantie ne saurait avoir pour effet de prolonger la période de garantie.

ARTICLE 8 - Propriété intellectuelle

Le Fournisseur conserve l'ensemble des droits de propriété industrielle et intellectuelle afférents aux Produits, photos et documentations techniques qui ne peuvent être communiqués ni exécutés sans son autorisation écrite.

ARTICLE 9 - Imprévision

En cas de changement de circonstances imprévisibles lors de la conclusion du contrat, conformément aux dispositions de l'article 1195 du Code civil, la Partie qui n'a pas accepté d'assumer un risque d'exécution excessivement onéreuse peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant.

Dans l'hypothèse où l'une des Parties souhaiterait soulever un cas d'imprévision telle que définie par l'article 1195 du Code civil comme suit, « un changement de circonstances économiques entourant la conclusion de la présente convention, en particulier du fait d'une hausse du prix de 40% par rapport au prix initial de la transaction et affectant de façon significativement défavorable l'équilibre de celle-ci » ; les Parties s'engagent à organiser une tentative préalable et obligatoire de conciliation, s'interdisant tout refus de renégociation.

Cette conciliation suspend le délai de prescription mais non l'exécution du contrat auxquelles les Parties demeurent tenues pendant toute la durée de la conciliation.

Toutefois, au-delà de 30 jours, la tentative de conciliation sera réputée achevée.

Toute saisine du juge en violation de cette clause de conciliation est constitutive d'une fin de non-recevoir rendant l'action irrecevable.

En cas de succès de la renégociation, les Parties établiront sans délai un avenant à la présente convention formalisant le résultat de cette renégociation.

En cas d'échec de la renégociation, les Parties pourront, conformément aux dispositions de l'article 1195 du Code civil, demander d'un commun accord au juge, la résolution, selon les modalités définies à l'article Résolution pour imprévision, ou l'adaptation du contrat.

A défaut d'accord des Parties pour saisir le juge d'un commun accord dans un délai de 8 jours à compter de la constatation de ce désaccord, la Partie la plus diligente pourra saisir le juge d'une demande de révision ou de résolution du contrat.

Les Parties ont convenu, dans le cadre des dispositions de l'article 1195 du Code civil relatives à l'imprévision, que les risques liés à un changement de circonstances entourant la conclusion du contrat et résultant, en particulier, de 40% par rapport au prix initial de la transaction seront intégralement assumés par le Revendeur quand bien ces risques rendraient l'exécution de ses obligations excessivement onéreuse pour lui, tous les autres risques étant assumés par l'autre Partie.

ARTICLE 10 - Exécution forcée en nature

En cas de manquement de l'une ou l'autre des Parties à ses obligations, la Partie victime de la défaillance dispose du droit de requérir l'exécution forcée en nature des obligations découlant des présentes. Par dérogation aux dispositions de l'article 1221 du Code civil, le créancier de l'obligation pourra poursuivre cette exécution forcée après une simple mise en demeure, adressée au débiteur de l'obligation par *acte extrajudiciaire* demeurée infructueuse, quelles qu'en soient les circonstances et quand bien même il existerait une disproportion manifeste entre son coût pour le débiteur et son intérêt pour le créancier.

Par dérogation expresse aux dispositions de l'article 1222 du Code civil, en cas de manquement de l'une ou l'autre des Parties à ses obligations, la Partie victime de la défaillance ne pourra, faire exécuter lui-même l'obligation par un tiers, aux frais de la Partie défaillante. Le créancier de l'obligation pourra toutefois demander en justice que la Partie défaillante avance les sommes nécessaires à cette exécution.

La Partie victime de la défaillance pourra, en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations incombant à l'autre Partie, demander la résolution du contrat selon les modalités définies à l'article «Résolution du contrat».

ARTICLE 11 - Réduction proportionnelle du prix en cas d'exécution imparfaite de l'obligation

En cas de manquement d'une partie à l'une ou l'autre de ses obligations, le créancier pourra, en application de l'article 1223 du Code civil, 8 jours après la réception par le débiteur de l'obligation d'une mise en demeure signifiée par *acte extrajudiciaire*, de s'exécuter restée sans effet, accepter une exécution imparfaite du contrat et solliciter une réduction proportionnelle du prix, par notification écrite au débiteur de l'obligation et s'imposant à ce dernier.

L'adaptation du prix est donc effectuée par la seule manifestation unilatérale de volonté du créancier.

Dans l'hypothèse où le créancier de l'obligation aurait payé, ce dernier pourra dans les mêmes conditions accepter une exécution imparfaite du contrat et solliciter une réduction proportionnelle du prix ainsi que le remboursement du trop-perçu par le débiteur de l'obligation.

A défaut d'accord entre les Parties sur le montant de cette réduction proportionnelle du prix, celui-ci sera déterminé à dire d'expert dans les conditions de l'article 1592 du Code civil.

ARTICLE 12 - **Exception d'inexécution**

Il est rappelé qu'en application de l'article 1219 du Code civil, chaque Partie pourra refuser d'exécuter son obligation, alors même que celle-ci est exigible, si l'autre Partie n'exécute pas la sienne et si cette inexécution est suffisamment grave, c'est-à-dire, susceptible de remettre en cause la poursuite du contrat ou de bouleverser fondamentalement son équilibre économique. La suspension d'exécution prendra effet immédiatement, à réception par la Partie défaillante de la notification de manquement qui lui aura été adressée à cet effet par la Partie victime de la défaillance indiquant l'intention de faire application de l'exception d'inexécution tant que la Partie défaillante n'aura pas remédié au manquement constaté, signifiée par *acte extrajudiciaire* ou sur tout autre support durable écrit permettant de ménager une preuve de l'envoi.

Cette exception d'inexécution pourra également être utilisée à titre préventif, conformément aux dispositions de l'article 1220 du Code civil, s'il est manifeste que l'une des Parties n'exécutera pas à l'échéance les obligations qui lui incombent et que les conséquences de cette inexécution sont suffisamment graves pour la Partie victime de la défaillance.

Cette faculté est utilisée aux risques et périls de la Partie qui en prend l'initiative.

La suspension d'exécution prendra effet immédiatement, à réception par la Partie présumée défaillante de la notification de l'intention de faire application de l'exception d'inexécution préventive jusqu'à ce que la Partie présumée défaillante exécute l'obligation pour laquelle un manquement à venir est manifeste, signifiée par *acte extrajudiciaire* ou sur tout autre support durable écrit permettant de ménager une preuve de l'envoi.

Si l'empêchement était définitif ou perdurait au-delà 30 jours les présentes seraient purement et simplement résolues selon les modalités définies à l'article « Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations ».

ARTICLE 13 - **Force majeure**

Les Parties ne pourront être tenus pour responsables si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une quelconque de leurs obligations, telles que décrites dans les présentes découle d'un cas de force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil.

La partie constatant l'événement devra sans délai informer l'autre partie de son impossibilité à exécuter sa prestation et s'en justifier auprès de celle-ci. La suspension des obligations ne pourra en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

L'exécution de l'obligation est suspendue pendant toute la durée de la force majeure si elle est temporaire et ne dépasse pas une durée de 30 jours. Par conséquent, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties feront tous leurs efforts pour reprendre le plus rapidement possible l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. A cet effet, la partie empêchée avertira l'autre de la reprise de son obligation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout acte extrajudiciaire. Si l'empêchement est définitif ou dépasse une durée de 30 jours, les présentes seront purement et simplement résolues selon les modalités définies à l'article «Résolution pour force majeure».

Pendant cette suspension, les parties conviennent que les frais engendrés par la situation seront à la charge de la partie empêchée.

ARTICLE 14 - Résolution du contrat

14-1 - Résolution pour prix révisé excessif

La résolution pour prix révisé excessif ne pourra, nonobstant la clause Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations figurant ci-après, intervenir que 30 jours après la réception d'une mise en demeure déclarant l'intention d'appliquer la présente clause notifiée par acte extrajudiciaire.

14-2 - Résolution pour imprévision

La résolution pour l'impossibilité de l'exécution d'une obligation devenue excessivement onéreuse ne pourra, nonobstant la clause Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations figurant ci-après, intervenir que 30 jours après réception d'une mise en demeure déclarant l'intention d'appliquer la présente clause notifiée par acte extrajudiciaire.

14-3 - Résolution pour inexécution d'une obligation suffisamment grave

La Partie victime de la défaillance pourra, nonobstant la clause Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations figurant ci-après, en cas d'inexécution suffisamment grave de l'une quelconque des obligations incombant à l'autre Partie, notifier par *acte extrajudiciaire* à la Partie Défaillante, la résolution fautive des présentes, 10 jours après réception d'une mise en demeure de s'exécuter restée infructueuse, et ce en application des dispositions de l'article 1224 du Code civil.

14-4 - Résolution pour force majeure

La résolution de plein droit pour force majeure, ne pourra, nonobstant la clause Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations figurant ci-après, avoir lieu que 30 jours après réception d'une mise en demeure notifiée par acte extrajudiciaire.

Toutefois, cette mise en demeure devra mentionner l'intention d'appliquer la présente clause.

14-5 - Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties à l'une quelconque de ses obligations telles que stipulées au présent contrat, celui-ci pourra être résolu au gré de la partie lésée.

Il est expressément entendu que cette résolution pour manquement d'une partie à ses obligations aura lieu de plein droit 30 jours après réception d'une mise en demeure de s'exécuter, restée, en tout ou partie, sans effet. La mise en demeure devra être notifiée par acte extrajudiciaire.

Cette mise en demeure devra mentionner l'intention d'appliquer la présente clause.

14-6 - Dispositions communes aux cas de résolution

Les prestations échangées entre les Parties depuis la conclusion du contrat et jusqu'à sa résolution ne pouvant trouver leur utilité que par l'exécution complète de celui-ci, elles donneront lieu à restitution intégrale.

En tout état de cause, la Partie lésée pourra demander en justice l'octroi de dommages et intérêts.

ARTICLE 24 - Confidentialité

L'Acheteur s'engage pendant toute la durée du présent contrat et sans limitation après son expiration à la confidentialité la plus totale, concernant les produits contractuels, le réseau de distribution du Fournisseur et toutes informations communiquées comme confidentielles ou auxquelles il aurait pu avoir accès dans le cadre de l'exécution du présent Contrat d'approvisionnement exclusif, à moins que lesdites informations ne soient tombées dans le domaine public, quelque en soit le support y compris par courriel.

Le Revendeur s'engage également à faire respecter cette obligation de confidentialité par tous les membres de son personnel concerné, ce dont il se porte fort à l'égard du Fournisseur.

ARTICLE 25– Litiges

ARTICLE 25– 1 Conciliation préalable obligatoire

Conformément à l'article 1530 du Code de procédure civile, en cas de difficultés soulevées par la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du présent contrat, seront préalablement soumis à la médiation conformément au règlement de médiation de l'association AIX-MEDIATION auquel les parties déclarent adhérer, ou de tout autre médiateur ou centre de médiation choisi en commun par les parties.

Pendant la période de médiation, les parties s'interdisent d'intenter une quelconque action en justice l'une contre l'autre dans le cadre de la présente convention.

Toutefois, par exception, même pendant la période de médiation, les parties pourront demander en justice des mesures d'instruction sur le fondement de l'article 145 du Code de procédure civile.

En aucun cas, le médiateur n'est investi d'une mission d'arbitrage.

En application de l'article 21-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995, les parties ont décidé de soumettre la médiation au principe de confidentialité.

Les frais de médiation seront supportés à égalité par chacune des parties.

Les parties conviennent que la médiation sera terminée soit par la conclusion d'un accord de médiation, soit par un constat d'échec de la médiation, soit par la résiliation du présent accord de médiation par toutes les parties, soit au terme du délai imparti pour la médiation.

Les frais et honoraires de médiation seront supportés par chacune des parties à parts égales.

Conformément aux dispositions de l'article 122 du Code de procédure civile, les Parties s'interdisent d'exercer une action en justice à l'encontre de l'autre, à défaut elles s'exposeront à une fin de non-recevoir.

Durant le processus de conciliation le délai de prescription est suspendu, ainsi, au-delà de 45 jours, la tentative de conciliation sera réputée achevée. D'autre part, en vertu de l'article 1531 du Code de procédure civile, le Conciliateur est soumis à une obligation de confidentialité.

ARTICLE 25-2 - **Compétence juridictionnelle**

Tous les litiges auxquels le présent contrat pourrait donner lieu seront soumis au tribunal de commerce de TOULON.

ARTICLE 26 - **Droit Applicable**

De convention expresse entre les Parties, le présent contrat est régi et soumis au droit français.

Il est rédigé en langue française. Dans le cas où il serait traduit en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

ARTICLE 17 - **Acceptation de l'Acheteur**

Les présentes conditions générales de vente ainsi que les tarifs et barèmes concernant les remises et ristournes ci-joints, sont expressément agréés et acceptés par l'Acheteur, qui déclare et reconnaît en avoir une parfaite connaissance, et renonce, de ce fait, à se prévaloir de tout document contradictoire et, notamment, ses propres conditions générales d'achat.

AGENCE ID
ZAC des BOUSQUETS
101 Rue de L'ÉVOLUTION
83300 OLERS / FR
Tél. 23 (0) 4 04 01 01 59
SIRET 844 37 451 00042

ANNEXE IV

CHARTRE DES VALEURS ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Notre société a adopté une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption et tout comportement inapproprié tant dans les relations en interne qu'avec des tiers.

Nous avons choisi d'être une entreprise responsable et de confiance pour construire le monde de demain.

C'est la raison pour laquelle nous nous engageons à conduire nos activités dans un environnement sain et intègre.

Cette politique s'applique à nous tous, y compris nos partenaires.

Nous demandons donc à chacun de prendre un rôle actif pour développer une culture où la corruption n'a pas sa place et reste inacceptable sous toutes ses formes.

A. Objectif

Cette charte est un guide sur la manière de reconnaître et atténuer les risques de corruption au sein de notre entreprise. Elle prône les valeurs que nous devons mettre en avant chaque jour dans le cadre de nos relations d'affaires et avec les tiers.

Cette charte est applicable à tous les salariés de notre société et à tous ceux de nos partenaires contractuels.

Notre approche en matière de prévention et de communication implique le partage de cette Charte avec nos tiers, à savoir nos clients, fournisseurs et consultants.

Chaque salarié doit adhérer à cette Charte et respecter un comportement approprié, tout écart de conduite sera susceptible d'engager des poursuites disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement pour faute.

B. Nos valeurs

Sûreté

Sécurité

Transparence

Rentabilité

Sens des responsabilités

Intégrité

Satisfaction du client

Esprit de partenariat

C. Nos principes

Nous respectons les principes relatifs aux Droits de l'Homme, aux normes du travail et à l'environnement.

Nos principes s'inspirent des instruments suivants:

- la Déclaration universelle des droits de l'Homme ;
- la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux du travail.

Principe n°1

Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme,

Principe n°2

À veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

Principe n°3

L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire,

Principe n°4

L'abolition effective du travail des enfants,

Principe n°5

L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Principe n°6

Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les "pots-de-vin".

D. Définition de la corruption

La corruption peut-être active ou passive.

La corruption est le fait :

- d'offrir, de promettre ou de donner,
- ou encore de solliciter, demander, recevoir ou accepter de recevoir,

quelque chose de valeur, en échange d'une action ou d'une omission d'action, tout à fait inapproprié, illégal, en violation des principes et valeurs ci-dessus rappelées, constituant un manquement à l'éthique et marquant un abus de confiance.

Toute tentative de pot de vins doit être incluse dans cette définition.

C'est le fait pour une personne d'user de sa fonction ou de sa position hiérarchique ou stratégique afin de retirer des gains personnels d'une situation, ou de faire pression sur d'autres personnes afin d'en obtenir des faveurs dans le cadre de relations professionnelles.

En conséquence les pratiques suivantes sont formellement interdites:

- pot de vin;
- extorsion ou sollicitation;

- trafic d'influence;
- blanchiment des recettes de ces pratiques

En aucun cas vous ou quelqu'un pour votre compte ne doit:

- donner, promettre de donner, offrir ou solliciter un paiement, un cadeau, un voyage, une invitation ou toute autre forme de gratification avec l'attente ou l'espoir qu'un avantage indu en sera tiré ou pour récompenser un avantage déjà octroyé.
- donner, promettre de donner, offrir ou solliciter un paiement, un cadeau, un voyage, une invitation ou toute autre forme de gratification à un représentant de la fonction publique, un agent ou représentant pour faciliter ou accélérer une procédure de routine.
- accepter un paiement ou la promesse d'un paiement de la part d'un tiers, dont vous savez ou suspecter qu'il a été offert dans l'attente d'obtenir un avantage indu.
- accepter un cadeau, une invitation, un voyage ou tout autre bénéfice ou leurs promesses, de la part d'un tiers si vous savez ou suspecter qu'il est offert ou fourni avec l'attente d'en retirer un avantage indu de notre part en retour.

Tout cadeau ou autre forme d'hospitalité raisonnable peuvent contribuer à établir, maintenir et développer des relations d'affaires qui sont importantes pour notre activité, sans pour autant s'exposer à des allégations de comportement inapproprié dans les relations d'affaires.

E. Nos engagements et Notre action anti corruption

Notre société s'engage à conduire ces activités équitablement, de manière honorable, avec intégrité et honnêteté, et en conformité avec les lois en vigueur. C'est la raison pour laquelle nous avons adopté une politique de tolérance zéro en matière de corruption.

L'honnêteté, l'intégrité et la loyauté gouvernent en toutes circonstances les pratiques et décisions de notre société. Notre société respecte scrupuleusement les lois et la réglementation nationale et internationale.

La transparence, la sincérité et l'ouverture au dialogue caractérisent donc notre politique de communication.

Engagement des salariés

Les salariés doivent se conformer à la charte anti-corruption de la société.

Ils en sont individuellement et collectivement les dépositaires, les garants et les acteurs.

L'objectivité et l'intégrité gouvernent les relations des salariés de la société avec les services publics, les clients, les fournisseurs et les partenaires.

Les salariés doivent être animés par le souci du client. Il doit faire preuve de conscience professionnelle, de compétences et de rigueur.

L'ensemble des opérations qu'il réalise doit faire l'objet d'une traçabilité intégrale.

Les salariés doivent être intègre et se conformer aux lois et aux règlements.

Le salarié doit faire preuve d'un jugement sûr et d'un sens aigu des responsabilités.

Dans le cas où un collaborateur doit accepter ou donner un cadeau ou une invitation de valeur pour répondre à une coutume locale ou pour des raisons de protocole ou autre, il doit saisir la hiérarchie au niveau approprié qui prendra, dans les meilleurs délais, les mesures appropriées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Dénonciation et protection

L'alerte immédiate doit être un réflexe est un devoir. Il n'y a pas de barrières hiérarchiques à la circulation interne des informations nécessaires au bon fonctionnement de notre société, dès lors qu'un salarié entend respecter les principes et valeurs de cette charte anti-corruption.

Tout constat de corruption active ou passive, toute sollicitation d'un tiers tendant à une telle corruption, est immédiatement signalée à la hiérarchie qui prend sans délai les mesures propre à en vérifier la réalité, notamment en diligentant les audits appropriés, et à faire cesser sans délai ses agissements s'ils sont avérés.

Quiconque recevrait un ordre manifestement contraire à cette Charte est légitime à ne pas s'y conformer, et doit simultanément saisir la direction pour le constater, il ne sera pas inquiété pour cette raison, si les faits sont avérés.

Notre Société s'engage à protéger toute personne qui, de bonne foi porterait à la connaissance de l'entreprise, des soupçons d'infraction ou qui aurait refusé de prendre part a des activités de corruption.

Conflit d'intérêt

Les salariés doivent se garder de se placer intentionnellement en situation de conflit d'intérêt, et ne participer à aucune analyse, réunion ou décision concernant les dossiers dans lesquels leur intérêt personnel ou celui de leurs proches est impliquée.

Délits d'initiés

La hiérarchie et le personnel sont sensibilisés à l'ensemble des questions de confidentialité professionnelle et sont informés de leur devoir de discrétion à l'égard de leurs proches.

F. Sanctions

De nombreuses grandes conventions internationales existent pour combattre la corruption telle que la convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption ou encore la Convention contre la corruption des Nations-Unies.

Toute tentative ou faits avérés de corruption rend son auteur passible de poursuites pénales, pouvant entraîner des pénalités conséquentes pour les sociétés et leurs employés, y compris des amendes et/ou des peines d'emprisonnement.

Des poursuites disciplinaires peuvent être engagées contre le salarié qui se serait rendu coupable de corruption ou tentative de corruption, dont la sanction la plus lourde pourra être le licenciement.

G. Une seule politique : Tolérance zéro

Nous ne faisons, ni ne tolérons, de paiement de facilitation.

AGENCE ID
ZAC des BOISQUETS
101 Rue de LA SOLUTION
83380 CUIERS / FR
Tél. 23 (0) 4 74 01 01 59
SIRET 344 021 451 00042